

le problème par la socialisation, par la «communisation» de tous les biens de l'agriculture, ce qui dépasse le bon sens.

Alors, monsieur le président, un nombre considérable de cultivateurs ont quitté leurs fermes familiales parce que le système économique actuel les en a chassés. Ils sont présentement dans les villes, où ils vivent d'allocations de bien-être social et aux dépens des autres citoyens. Et un grand nombre de ceux qui restent suivront le même chemin avec l'application du bill C-176, le bill le plus infâme jamais proposé à une nation. Nous sommes à les attacher par le cou et à les traîner. Bon gré mal gré, ils seront obligés de suivre: c'est la dictature financière qui accomplit son œuvre, et pour être fidèle aux vieux partis, on dit: Continuez, acceptez tous ces organismes qui vous contrôlent et vous égorgent, acceptez-les à bras ouverts, car c'est votre ciel, c'est votre lieu de sécurité.

Alors, les marionnettes des vieux partis, comme les députés de Richelieu et de Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine (MM. Côté et Béchard), supplient les députés d'appuyer cette loi infâme. Or, ce sont ces mêmes marionnettes qui, dans le passé, et pour fait fidèle aux vieux partis, on dit: Continuez, acceptez tous ces organismes qui vous contrôlent et vous égorgent, acceptez-les à bras ouverts, car c'est votre ciel, c'est votre lieu de sécurité.

Ce projet de loi stupide de dépouillement, de crucifiement, poussé par les grands prêtres et les pharisiens de l'époque, proclamé, stimulé, justifié par les marionnettes dont je viens de parler, demandait la condamnation du sauveur, du juste, pour le remplacer par Barabbas, le voleur, le tueur, le bandit, l'hypocrite. Et les mêmes gestes se répètent ici dans cette enceinte. Les grands prêtres, les pharisiens ont gagné et répandu leur venin; ils ont semé la confiance dans différentes marionnettes, et si l'on veut la loi du dépouillement en attendant le crucifiement, le juste devrait demander à son père de leur pardonner, car ils ne savent ce qu'ils font.

Il y a plusieurs citoyens même parmi les agriculteurs qui, parce qu'ils sont pris par le cou, parce qu'ils n'ont pas d'autre solution, sont obligés de faire confiance à leurs dirigeants, de demander ces atrocités, de demander le socialisme, de demander la perte de leur liberté, bref, de demander la perte de tout ce qu'ils ont de plus cher.

On a pourtant fait la guerre au nom des principes de la démocratie, au nom de la civilisation, au nom de l'entreprise libre, au nom de la vraie liberté. On ne devait donc plus connaître de crise, de misère ou d'insécurité. Pour autant que la terre produira ses fruits, chaque individu devra être doté de son droit de vivre dans la paix, la liberté et la sécurité.

Voilà, monsieur le président, pourquoi nous nous sommes battus au nom de tous ces grands principes. Et toutes ces batailles, nous les avons perdues. Nous sommes à perdre présentement ce qu'il y a de plus cher, notre vraie liberté, par le fameux bill C-176.

• (4.40 p.m.)

Pour avoir été fidèles aux vieux partis, nous assistons au dépouillement de tous ces principes et de nos biens, par le contrôle complet, sous la réforme déguisée du bill C-176.

Après avoir vécu un régime d'endettement, de prêts agricoles et de différentes contre-réformes du financement, ceci devait sauver l'agriculture. Les unions, les coopératives, les moyens de transport, les techniques appropriées, les agronomes, les promesses des politiciens, tout

cela devait sauver l'agriculture et la placer sur son vrai piédestal.

Malgré tout cela, les cultivateurs sont rendus à bout de souffle. Ils ne peuvent même plus payer l'intérêt de leurs dettes. Pourtant, la production abonde. Ils sont aux prises avec une surproduction. Ils ne trouvent pas assez de preneurs, bien qu'un grand nombre de consommateurs se privent. Et même si nous avons ce maudit office de commercialisation, jamais les citoyens et les consommateurs n'auront assez de pouvoir d'achat pour acheter ces produits, qui resteront dans les entrepôts. Les cultivateurs feront faillite et les fermes deviendront des fermes collectives. Voilà où nous nous acheminons, car c'est cela que l'on veut dans le beau grand parti libéral, parti de la liberté, parti de la lumière, parti du soleil qui a sauvé tout le monde.

On est rendu à la faillite, on est rendu au communisme, on est rendu au pire désastre que nous ayons jamais connu en ce pays. Pourtant, les cultivateurs ne veulent certainement pas de ce genre de contrôle. C'est parce qu'ils sont rendus au bout de leurs chaînes. Voilà pourquoi on dit que ce sont eux-mêmes qui demandent ce genre de contrôle ou ce genre de suicide économique. Le député de Richelieu disait hier que c'étaient eux qui le demandaient, mais quand on est naufragé, quand on est rendu sur le point de perdre la vie, on s'accroche à n'importe quoi. Les cultivateurs en sont rendus là.

On ne dit pas que c'est un système d'endettement qui a conduit l'économie à la ruine, à la faillite. On se garde de dire que cela déséquilibre l'économie au point où les cultivateurs sont obligés de faire la courbette ou de se résoudre à la grande soumission à l'État-maître. Les autres entreprises les suivront de près, parce qu'elles sont toutes dans la même situation.

L'actif des citoyens, si chèrement et si durement gagné dans les entreprises, sera inscrit à l'actif des financiers. Et pour mieux garantir les prêts agricoles, les biens, le contrôle, la vente, la mise en marché, l'achat, entreront dans la danse les marionnettes du système, afin de mieux garantir la comptabilité tenue à cet effet.

La classe la plus laborieuse, la plus honnête, la plus pacifique, passe sous le joug d'une dictature de contrôle complet.

Ils perdront le contrôle de leur production, de leur prix, pour les mettre dans les mains d'une commission de fonctionnaires à gros salaires et les confier à une vaste administration. Les agriculteurs seront obligés de s'arranger avec les restes. Ils continueront à connaître la perte de leur ferme, de leurs biens, et cet organisme en fera des fermes collectives.

Nous serons alors dotés du socialisme, du communisme et du contrôle par l'État, ce qui sera l'étatisation complet dans un avenir assez rapproché.

Alors, monsieur le président, tous les Canadiens veulent un redressement économique de nature à atteindre les objectifs, qui sont de mettre leurs produits sur le marché canadien, afin de satisfaire aux besoins des consommateurs et d'assurer aux producteurs une juste récompense de leur travail.

On leur dit qu'il faut considérer les problèmes dans une optique nationale plutôt que régionale. Ce sont toujours les mêmes problèmes qui se posent, en agriculture comme dans les autres domaines de l'industrie et du commerce. On lutte pour obtenir des prix convenables sans égorguer les consommateurs, mais le contraire se produit toujours: le consommateur est de plus en plus égorgé.